

NOS ENGAGEMENTS:

- **Mener des politiques écologique, sociale et démocratique**, prenant en compte les territoires dans leur diversité ;
- **Transformer le Sénat** en véritable Chambre des Territoires et des Régions ;
- **Promouvoir et défendre la langue et la culture d'Occitanie** dans leur forme provençale. Ce qui passe par un cadre législatif performant au niveau de l'enseignement public, de la création, et en soutien aux initiatives de terrain en ce domaine ;
- **Être à l'écoute des élus** de toutes les sensibilités ;
- Agir pour la définition et la mise en place d'un véritable **statut de l'élu** qui permettrait d'exercer un mandat électif quelle que soit sa situation sociale et professionnelle ;
- **Démocratiser les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)** en favorisant la démocratie territoriale. Nous proposons que les EPCI soient de type bicaméral. Une chambre représenterait les citoyens et la diversité des opinions. L'autre représenterait les communes sur le principe « une commune, un représentant » de telle façon à lutter contre la concentration des pouvoirs et des investissements au profit de la ville centre de l'EPCI ;
- Défendre et renforcer des **services publics de proximité** : hôpital, services sociaux, école, poste, gestion des déchets ;
- Mettre en place des **politiques de solidarité et d'égalité sociale** en proposant notamment l'expérimentation d'un revenu universel ;
- **Accompagner la transition écologique notamment dans les domaines de l'agriculture** (la préservation du foncier agricole, le soutien aux familles victimes des aléas climatiques, la protection des semences paysannes, la lutte contre les accords de libre échange, la protection face aux OGM, poulets chlorés...), protection aussi de l'alimentation, du logement et des bâtiments (la rénovation thermique, l'habitat passif), des déplacements et des transports en veillant également à la mise en place des plans climat-énergie territoriaux ambitieux pour atteindre les objectifs de la COP21 ;
- Soutenir les filières de **l'agriculture bio ainsi que les filières engagées dans une démarche environnementale globale** (développement durable, HVE), soutenir les circuits courts notamment sous forme coopérative, avec des incitations à la reconversion agricole et à l'installation, pour tendre vers l'autosuffisance alimentaire ;
- Imposer une **préservation des terres à haute valeur ajoutée** (IGP, AOP) ou à haute valeur agronomique (terres arables pour le maraîchage) car elles ne sont pas exportables et échangeables ;
- **Préserver l'eau** qui est un bien commun avec une gestion en régie publique. La gestion raisonnée de l'irrigation et les pratiques agro-écologiques sont déterminantes pour une agriculture qui doit faire face au changement climatique.
- Agir pour la **valorisation durable de la forêt**, la lutte contre les incendies par des aides financières au débroussaillage, sans oublier le soutien à l'agroforesterie ;
- Proposer un **moratoire sur l'artificialisation inutile des sols** dans l'objectif de « Zéro artificialisation nette » des sols prévue par la loi ;
- **Protéger la culture et le littoral** au même titre que notre patrimoine ; renforcer les moyens d'intervention du conservatoire du littoral ;
- Favoriser un **tourisme durable et écoresponsable** ;
- **Lutter contre les Grands Projets Inutiles et Imposés** qui entraînent des dépenses publiques excessives tels que la Ligne Nouvelle et mettre en place un plan ambitieux en faveur du rail en développant le ferroutage, le fret ferroviaire et les petites lignes secondaires ;
- Faire appliquer et renforcer les **droits des femmes et des enfants**, lutter contre toutes les violences ;
- Mener toute action permettant **d'améliorer la condition des personnes en situation de handicap** tant dans le domaine de la santé, de l'accompagnement social, que dans celui de l'insertion professionnelle et dans la possibilité de participer à la vie de la cité au même titre que tous les citoyens ;
- Obtenir que la **lutte contre la covid-19**, dans tous ses aspects, soit une grande cause nationale. C'est une question de santé publique ;
- Proposer la création d'un **fonds de compensation pour les collectivités territoriales** afin de prendre en charge les dépenses exceptionnelles et les baisses de recettes liées à la pandémie ;
- **Protéger la nature et le vivant** ;
- Oeuvrer pour mener une véritable politique promouvant **l'Économie Sociale et Solidaire** ;
- Défendre la **laïcité** et construire une **République véritablement décentralisée**.